

four de la géographie, de la sociologie et des sciences politiques. Mais il renvoie également, sur le plan politico-économique, au sens à donner à la « fracture territoriale » en France.

Michel BUSSI
Université de Rouen
Laboratoire MTG-UMR IDEES 6063

SANTISO (Javier) dir. – *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet.* – Paris, Karthala, 2002. 403 p.

À la fin de l'année 2002, les chercheurs du CERI ont offert à Guy Hermet, un de leurs anciens directeurs, une livraison d'un magnifique *Mélanges*. J'insiste ici volontairement sur le singulier et le pluriel qui sont, pour moi, le trait majeur du parcours de recherche et de la pensée d'une des figures majeures du comparatisme à la française. En effet, car paradoxe d'une trajectoire de recherche singulière s'il en est, Guy Hermet peut être considéré aujourd'hui comme l'un des « fondateurs de l'école française du comparatisme », alors que ceux qui connaissent ses écrits et son enseignement, savent l'aversion qu'il a toujours eu à l'encontre de la notion même d'École. C'est d'ailleurs en essayant d'éviter les pièges d'une pensée scolastique qu'en comparatiste, il s'est mis en quête de son *graal* politique : la Démocratie. Dans ce sens, il a approfondi la géniale intuition tocquevillienne selon laquelle la démocratie renvoie non seulement à des formes politiques, mais aussi à un type d'organisation sociale. Ceci l'amène à dépasser l'opposition fondatrice de la philosophie de l'Histoire de Raymond Aron, entre *Totalitarisme et démocratie*, en proposant, comme cela fut le cas dans le *Traité de science politique*, de porter la focale de l'analyse sur l'autoritarisme¹. Pour lui, faire une sociologie de la construction démocratique revient à saisir la démocratie au sens où François Furet pensait la Révolution française, c'est-à-dire intégrer toutes ses formes incertaines et mettre ainsi le doigt sur le potentiel de désenchantement dont elle est porteuse². Au total, la démocratie n'est en rien une forme univoque du bon régime, mais plutôt une situation politique possiblement réversible. À l'instar de son collègue et ami Juan Linz, « el politologo de Yale », Guy Hermet partage l'idée que la démocratie est le résultat d'un processus à l'horizon toujours changeant³. Dans cette perspective, la conjoncture politique internationale actuelle ne peut que lui donner raison.

C'est donc en fuyant éperdument les jugements de valeur, mais sans oublier de juger, sans concession, la réalité politique observée que Guy Hermet s'est évertué tout au long de son parcours de recherche à identifier « des trajectoires démocratiques », dans le but de penser « une démocratie sans adjectifs »⁴. Partant de là, son itinéraire de recherche montre comment on peut contourner les pièges d'une approche prescriptive dans laquelle les tenants de la transitologie vont rapidement se confondre⁵. Son analyse critique de la formation de la démocratie le conduit à dépasser l'horizon toujours limité d'une théorie de la démocratie fondée sur le mode du « devoir être », cher à la philosophie politique⁶. Ce sont tous ces aspects de l'œuvre de Guy Hermet qui sont mis en avant par l'introduction intuitive que J. Santiso propose à ces *Mélanges*. D'entrée de jeu, la pensée de l'auteur y est introduite sous le sceau de la liberté, à travers la métaphore de « l'esprit renard » évoqué par Isaiah Berlin (p. 5). À cela s'ajoute une passion bien fran-

1. Guy Hermet, « L'autoritarisme », dans Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique : les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985, p. 269-312.

2. Guy Hermet, *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986.

3. Dans sa contribution « Old and New Democracies » au *Mélanges à Juan J. Linz*, Guy Hermet revient sur la question de l'indétermination des processus de sortie de l'autoritarisme en soulignant l'importance qu'il convient d'attribuer à l'action politique dans la compréhension de ces phénomènes. Cf. William Genieys, *Essays in Honor of Juan J. Linz. Politics, Society, and Democracy. Comparative Studies*, Houchang E. Chehabi, Alfred Stepan (eds), (Boulder/San Francisco/Oxford, Westview Press, 1995), dans *Politix*, 33 mars 1996, p. 172-177.

4. Cette distinction est celle que le coordinateur de ces *Mélanges* a retenu pour présenter les différentes contributions discutant l'approche de Guy Hermet de la réalité démocratique.

5. Dakwart Rustow, « Democracy : A Global Revolution ? », *Foreign Affairs*, 69 (4), automne 1990, p. 75-91.

6. Giovanni Sartori, *Théorie de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 1973.

caise, celle d'un amour des mots et de la langue, qui lui octroie un style d'essayiste hors pair rom-pant avec le ton pontifiant du milieu académique ambiant. On ne peut ici s'empêcher de comparer l'articulation entre son style et sa pensée avec le « ratiovitalisme » cher au grand philo-sophe José Ortéga y Gasset¹. Ainsi, son amour des mots et sa volonté de penser des paradoxes constituent la marque de son apport à la sociologie historique et à la politique comparée. C'est donc en renards lâchés en liberté que les contributeurs sont partis en quête d'un esprit traquant la réalité de l'univers des démocraties dans le monde.

Le premier auteur à s'élancer dans le jeu de la définition d'une démocratie sans adjectif est Juan Linz. Il s'attache à montrer en quoi une meilleure connaissance de sa dimension temporelle permettrait de mieux comprendre les contraintes qui pèsent sur un gouvernement démocratique. *A contrario*, les régimes autoritaires et totalitaires sont dotés de gouvernement illimité dans le temps. Ce n'est qu'avec « les chronogrammes » de la transition vers la démocratie que la notion de temps est réintroduite. En revanche, dans une démocratie, les règles du jeu peuvent se com-prendre à partir de la prise en compte de « budgets-temps ». Ceux-ci se traduisent par l'octroi pour une durée limitée du pouvoir aux gouvernants, remis en question *pro tempore* selon la logique des calendriers électoraux. Après avoir problématisé cette question, en soulignant l'uto-pisme de la démocratie sans contrainte temporelle, Juan Linz note les paradoxes existant entre la prise de décision et l'instabilité dans les fonctions politiques (électives). De plus, la politique démocratique fragmente le temps en segments de durée relativement brève. Or, « à une époque où la prise en compte des préoccupations des électeurs est devenue sacro-sainte, on dépend plus que jamais des *leaders* qui tentent de capter leurs voix ou de passer outre le verdict des urnes et gardent les yeux rivés sur leur propre avenir au-delà des futures échéances électorales » (p. 41). Ce faisant, J. Linz nous incite à investir ce domaine de recherche tant les informations sont faibles sur la façon dont le temps est perçu par les acteurs de la démocratie. Cette piste de réflexion est prolongée par Oscar Godoy Arcaya, qui ajoute deux variables complémentaires à la compréhension du gouvernement représentatif : l'espace et la population. Il part d'une relecture des idées de Montesquieu et de Benjamin Constant sur l'absence de viabilité des formes du gou-vernement démocratique dans la société politique au 18^e et au 19^e siècle, en raison « des dimen-sions spatiales et démographiques des États modernes, ainsi que le fait que les membres de la société civile moderne disposent de trop de temps à consacrer aux affaires publiques ». Il note toutefois qu'avec l'avènement de la représentation démocratique et le temps de la citoyenneté au 20^e siècle, la donne a changé, même si ces variables sont toujours structurantes. La condition temporelle s'est alors notablement modifiée, et cela se traduit par un suivi et un contrôle permanents du représentant « pendant » l'exercice de son mandat (p. 55). Celui-ci comporte une éva-luation de la performance durant la totalité du mandat (représentant et/ou parti), autour de trois caractéristiques majeures : l'*accountability*², la transparence et la responsabilité. J. Linz souligne alors que la démocratie représentative, par ce biais, connaît actuellement une augmentation des formes du contrôle citoyen sur l'activité politique des élites.

L'autre angle d'attaque, à partir duquel sont appréhendées les questions liées au gouverne-ment démocratique, est celui de la gouvernance. Le premier à revenir sur l'itinéraire du concept de gouvernance est Ali Kazancigil. Ainsi, si, étymologiquement, le terme de gouvernance est apparu en France au 13^e siècle, c'est à la fin du siècle dernier dans les pays anglo-saxon qu'il connut un renouveau. Paradoxe suprême : lors de cette ré-émergence, il fut considéré un temps comme intraduisible en français. Outre les usages politiques et idéologiques que l'on connaît de ce concept, ce sont la théorie des choix rationnels et l'économie néo-institutionnelle qui, initiale-ment, ont théorisé la gouvernance. A. Kazancigil remarque toutefois que c'est avec les travaux relevant de la sociologie historique du politique et des institutions que ce nouveau domaine de recherche s'est véritablement enrichi. La sociologie de l'élaboration des politiques publiques montre que, dans des sociétés de plus en plus différenciées, où les réseaux d'intérêt ont acquis d'avantage d'autonomie, la notion de gouvernance permet de saisir les interactions État-société hors des schémas verticaux propres au gouvernement traditionnel³. Toutefois, les travaux qui

1. Le ratiovitalisme, inventé par Ortega y Gasset, est un système de pensée original, profondément cohérent, quoique disséminé dans une multitude d'écrits, trouvant son unité, d'un point de vue formel, dans une style élégant et brillant semé de métaphores, qui cherche d'abord à séduire son lecteur pour mieux convaincre et ce, pour mieux l'instruire.

2. Les anglo-saxons qualifient, avec le principe d'*accountability* (les représentants étant alors quasi-ment comptables de leurs actes), le phénomène d'imputabilité de l'action politique.

3. Pour une discussion critique récente, cf. Jean-Pierre Gaudin, *Pourquoi la gouvernance ?*, Paris, Presse de Sciences Po, 2002.

présentent la gouvernance comme un remède à la crise de la démocratie représentative, ont du mal à cacher la logique néo-libérale qu'il sous-tend. Pour sa part, Yanis Papadopoulos revient sur les articulations complexes entre l'analyse des politiques publiques et la sociologie de la démocratie. En s'appuyant sur certaines hypothèses développées par Guy Hermet sur le populisme, Y. Papadopoulos montre que, malgré des vertus trop rapidement célébrées, la gouvernance conduit aussi à un dévoiement de la démocratie. Pour lui, même si on manque encore de travaux empiriques sur la question, on peut d'ores et déjà affirmer sans exagérer que la perte démocratique engendrée par la « gouvernance » est loin d'être compensée d'emblée par des avantages en matière de « management de l'interdépendance » (p. 157).

Faisant suite à cette recherche sur la démocratie sans adjectif, trois articles sont consacrés à la question des formes du pluralisme. Bertrand Badie propose ainsi un « essai d'identification politique de situations pluralistes » (p. 59-70). En partant de l'exemple des sociétés affectées par une crise de l'État (*collapsed state*), il souligne l'ambiguïté de la notion de société plurielle. Cette dernière, lorsqu'on suppose son opposition à celle de société unitaire, s'avère redoutable à l'usage car elle conduit à un dilemme théoriquement douteux : « Ou certaines sociétés seraient plurielles *par nature* et constituées d'une juxtaposition irréductible des groupes fondamentalement distincts les uns des autres, ou elles le seraient de façon conjoncturelle dans un moment historique de leur développement » (p. 61). Pour B. Badie, choisir entre ces deux options est théoriquement impossible dans la mesure où l'intégration sociale et l'intégration politique sont placées sur le même plan. C'est d'ailleurs l'impasse dans laquelle s'était fourvoyé le développementalisme. Pour sortir de cette situation de recherche, B. Badie propose, outre un retour à la théorie de la tolérance de Michaël Walzer, de partir de la posture selon laquelle émettre l'hypothèse d'une société plurielle ne doit pas conduire à privilégier un type de société naturellement moins contractuel qu'un autre, et cela nous invite alors à évaluer les causes et les effets d'une réactivation « méta-citoyenne » de l'entreprise identitaire. Trois sous-hypothèses permettent d'éclairer les situations pluralistes analysées. La première est l'hypothèse substitutive selon laquelle les mobilisations identitaires et les constructions pluralistes seraient alors interprétées comme substitués à un défaut d'intégration institutionnelle. La deuxième est l'hypothèse stratégique, selon laquelle les tendances plus ou moins marquées du pluralisme sont liées à un jeu d'acteurs. Enfin, la troisième hypothèse est celle qui permet d'envisager la pertinence de comportements sociaux en quête de pluralisme. Les identifications communautaires substitutives à la citoyenneté seraient promues « par le bas » sous l'effet de mouvements sociaux plus ou moins organisés. C'est donc bien des situations de pluralisme plus ou moins marquées, instables et changeantes, qui deviennent un objet d'analyse en soi, appelant aussi un moment d'intervention et d'ingénierie politique. On retrouve, à travers ce plaidoyer pour l'analyse des situations pluralistes, un renvoi au travail novateur de Guy Hermet sur les situations autoritaires¹. Dans un registre différent, Bérengère Marques-Pereira aborde la question de la qualité de la démocratie à travers le prisme de l'inclusion politique des femmes. Elle part du constat selon lequel les femmes demeurent encore largement des *outsiders* de la politique. Dès lors, la minorisation des femmes en politique ne constitue pas seulement le trait d'un déficit démocratique, mais plutôt atteste d'une « démocratie sans qualité ». Par ailleurs, l'émergence des mouvements des femmes a permis de dépasser la problématique restreinte de l'accès aux seules activités de décision en l'étendant à tous les aspects de la politique de la vie quotidienne. Enfin, Pierre Birnbaum revient sur l'apport du concept de « l'identité trait d'union » de Michael Walzer à l'analyse de la démocratie. Il souligne ainsi la filiation que l'on peut trouver entre les penseurs juifs attentifs aux conséquences de l'immigration, comme Horace Kallen et M. Walzer. Le multiculturalisme américain, qui définit la société américaine comme une « démocratie de nationalités » ou encore une « nation de nationalités », fait du processus d'intégration des juifs « les plus délibérément américains des immigrants » (p. 94). À ce titre, ils symbolisent donc tout particulièrement cette identité « à trait d'union » (*hyphenated*)². P. Birnbaum montre aussi comment ce théoricien juif-américain, obsédé par l'exemple du mode d'émancipation des juifs dans le cas de l'État nation à la française, tend à sous-estimer le rôle de l'histoire comparée des États. Il en ressort l'instauration d'une opposition trop simplifiée entre les États-Unis, ouverts à une multiplicité d'ethnies et de groupes cul-

1. Guy Hermet, « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice : problèmes méthodologiques des situations autoritaires », *Revue française de science politique*, 25 (6), décembre 1975, p. 1029-1061.

2. L'identité « à trait d'union » se caractérise par les appartenances que revendiquent, par exemple, « les Mexican-Americans, les Irish-Americans, les Italian-Americans ou encore les African-Americans et les Asian-Americans » (p. 94).

turels qui s'opposent, à une France considérée comme unifiée ethniquement. C'est donc par le recours à une sociologie historique qui s'inscrit dans la longue durée que l'on peut comprendre comment, à l'instar de la France, dans les sociétés qui ont connu les empires, les « sociétés constitutionnelles » comme la Suisse ou encore, les sociétés d'émigration comme les États-Unis, l'identité à trait d'union l'emporte.

Ensuite, c'est au tour de Michel Dobry de proposer une lecture critique de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques. La proposition est simple, car il suffit de dépasser le paradigme traditionnel de la légitimité en relisant Weber. Pour sortir des sentiers battus et des explications légitimantes de la légitimité des systèmes politiques, M. Dobry, nous invite à étudier les « transactions collusives » (entendues comme des échanges entre des acteurs situés dans des secteurs ou champs différents et autonomes), qui ne sont pas nécessairement attentives à une réciprocité immédiate (p. 111) et qui, surtout, se situent à l'opposé des effritements et des ruptures visibles (p. 113). Dit autrement, les processus de délégitimation les plus forts sont ceux qui se passent avant que la perte de légitimité politique soit visible ou manifeste. Dès lors, il est nécessaire de réorienter la recherche autour d'un paradigme qui permet de saisir empiriquement ces transactions collusives. Tel est l'effort que les chercheurs en sciences sociales doivent consentir pour sortir de la théorie trop exclusivement normative des processus de légitimation et de délégitimation de la démocratie.

La deuxième partie des *Mélanges* porte sur la recherche des trajectoires démocratiques dans le monde. À l'exception du cas de l'Afrique, la plupart des exemples de construction relative de la démocratie sont abordés soit dans leur singularité, soit en perspective comparée, ce qui n'est pas un petit défi quand on connaît l'état de la discipline en France. Et c'est certainement dans la réalisation de cet exercice de comparatisme, traditionnellement réservé à un jeu de coterie entre *social scientists* anglo-saxons, que ces *Mélanges* attestent de l'empreinte laissée par Guy Hermet sur ce domaine de recherche. C'est Christophe Jaffrelot qui ouvre le chemin en rappelant tout ce que la mise en perspective comparatiste des trajectoires démocratiques indienne et pakistanaise doit à l'auteur auquel on rend hommage. Cette comparaison binaire permet de tester cinq hypothèses caractérisant la différenciation des deux trajectoires : l'héritage colonial ; l'arithmétique des groupes ethniques ; le rôle des partis politiques ; la question de la sécurité nationale et des menaces extérieures ; la structure sociale de la société. La méthode analytique mobilisée, synchronique, diachronique et multi-factorielle, conduit Ch. Jaffrelot à réfuter tout déterminisme culturel. Elle l'amène à dégager deux temporalités. La première, purement politique, est celle qui se traduit par l'échec du régime démocratique au Pakistan, alors que le parlementarisme s'enracine en Inde depuis 1947. La deuxième temporalité est celle de l'impact des facteurs sociaux sur le système politique qui, dans le cas du Pakistan, se traduit par une faible structuration de la société politique, alors qu'en Inde, la démocratisation du jeu politique et de la société est en constant progrès. Afin de poursuivre cet examen des trajectoires extra-occidentales de la démocratie, Stéphanie Balme-Lautard nous entraîne en Chine, chez les héritiers du « despotisme oriental » cher à Wittfogel. L'hypothèse développée, empreinte de comparatisme implicite, consiste à expliquer comment les « tentatives de démocratisation du régime issues de la société » sont mises en échec « par le droit mais aussi au nom du droit et de sa réforme » (p. 189). Autrement dit, tout se passe comme si, en Chine, « l'État de droit » agissait comme antidote à la démocratisation du politique. S. Balme-Lautard montre alors comment la dynamique des réformes économiques, à savoir la sortie de la planification engagée depuis les années 1980, a induit la centralité d'une réforme du droit. Les événements de Tiananmen, d'un côté, et l'intégration croissante de la Chine dans les affaires du monde, de l'autre, ont contribué à brouiller les références politiques conceptuelles. Ainsi, la « démocratie » et « l'État de droit » sont devenus des termes courants de la rhétorique des élites politiques et intellectuelles chinoises aussi bien officielles que dissidentes. Le vrai tabou politique est alors « la démocratie libérale de type occidental ». Au total, il ressort que la notion de transition s'avère inopérante pour rendre compte du changement politique à l'œuvre dans la Chine actuelle, même si l'on assiste à une « participation » (distinction du parti et de l'État) progressive du système. Pour toutes ces raisons, la trajectoire politique de ce pays emprunte une voie très différente de celles expérimentées par les sociétés de l'ancien bloc communiste.

À son tour, J. Santiso nous amène dans un des jardins des délices démocratiques qu'il partage avec Guy Hermet, celui de l'espace politique latino-américain. Le propos consiste à revenir sur les éléments qui ont conduit les intellectuels et les dirigeants latino-américains à se convertir au libéralisme et ce, sur l'autel des croyances et des références à la Démocratie et au

Marché en lieu et place de la Révolution et de l'État. On peut alors se demander si la démocratie n'a pas aspiré une dimension téléologique pour les acteurs qui s'en prévalent, et si le marché, dans la tradition totalisante de la pensée latino-américaine, ne serait pas devenu un élément essentiel de régulation du social et de l'économique. Ce glissement chez les élites sud-américaines s'est traduit par le déploiement de tactiques faisant de ces acteurs des caméléons plénipotentiaires, politiquement populistes et économiquement libéraux. Le stratagème de la figure « du bon libéral et du bon démocrate » fonctionne si bien que, même les plus subtils des analystes de MIT et de la Banque Mondiale ont été leurrés. Si l'étude systématique de la trajectoire de ces élites et, notamment, la question de leur *réelle conversion* à ces nouvelles valeurs, reste à faire, J. Santiso propose une piste de recherche séduisante selon laquelle on aurait à faire à « un ralliement à une économie politique du possible, une économie et une politique davantage soucieuses d'éthique des conséquences que d'éthique des convictions » (p. 233). Les nombreuses trajectoires démocratiques analysées par J. Santiso attestent de l'émergence d'un possibilisme démocratique en Amérique latine, enfanté par la conjugaison « théoriquement impossible » du populisme et du libéralisme. Soledad Loaeza revient sur les incertitudes qui pèsent sur la transition démocratique au Mexique. Pour elle, l'incertitude est le facteur qui domine dans les transitions « pactées ». Et cela est encore plus vrai pour les transitions prolongées, comme celle que connaît actuellement le Mexique, où le système autoritaire subit alors une lente agonie. Bien souvent, le jeu entre les élites « continuistes » et les élites « réformistes » est à somme positive dans la mesure où elles se partagent la maîtrise de la temporalité du changement. L'institutionnalisation progressive de nouvelles règles du jeu devient le seul facteur politique qui autorise un contrôle de l'incertitude politique. Dès lors, l'attitude des protagonistes dépend des perceptions qu'ils ont de la situation de transition.

Ensuite, c'est au tour de Philippe C. Schmitter de revisiter les paradigmes de la « transitologie » et de la « considologie »¹, qu'il a inventé avec G. O'Donnell, en portant à nouveau son regard sur la trajectoire singulière de la démocratisation au Portugal. Ce propos nous permet de revenir sur un paradigme envers lequel la recherche française, malgré la voie ouverte par Guy Hermet, s'est toujours comportée de façon peu réceptive ou très critique². Rappelons, avec ces auteurs, que les transitions peuvent aboutir avec une probabilité variable à quatre types génériques de résultats : 1- le retour à l'autocratie (en terme de statistiques, c'est le débouché le plus probable) ; 2 - un régime hybride ne satisfaisant pas les critères minimaux de la procédure démocratique sans être pour autant un simple retour au *statu quo ante* (« dictamolles » ou « démocratures ») ; 3 - la « démocratie non consolidée », situation où les procédures démocratiques minimales sont respectées, mais sans que ceci s'accompagne d'un accord sur les règles de la compétition politique, de la formation des gouvernements et de l'élaboration des politiques publiques ; 4 - la démocratie consolidée sur la base de règles mutuellement acceptables, de pratiques correctes et d'une compétition tolérante entre ces principaux acteurs (p. 294-295). Le Portugal appartient à cette catégorie des rares démocraties consolidées de la quatrième vague des transitions. Toutefois, sa trajectoire de consolidation démocratique s'avère des plus singulières. En effet, elle a commencé par un coup de force d'officiers, fait extrêmement rare pour les démocraties qui sont aujourd'hui consolidées. Mais, contrairement aux autres cas de transition « imposée », la libéralisation et la démocratisation y ont été confondues. Pourtant, comme le Portugal, en tant que premier pays de la quatrième vague démocratique, s'est trouvé faiblement affecté par la conditionnalité internationale, sans modèle à imiter ni théorie de la démocratisation à appliquer, la nature radicale de sa transition a, dans un premier temps, inquiété. Ainsi, durant la période de transition, tant que la menace communiste n'avait pas reculé, des interventions extérieures secrètes des ministères des

1. Cf., à ce propos, Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore/Londres, Johns Hopkins University Press, 1986, et Juan J. Linz, Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation, Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore/Londres, Johns Hopkins University Press, 1996.

2. Cf. les discussions sur les paradigmes de transition et de consolidation de Javier Santiso, « À la recherche des temporalités de la démocratisation », *Revue française de science politique*, 44 (6), décembre 1994, p. 1079-1085 ; William Genieys, Patrick Hassenteufel, « De la transition à la consolidation des régimes politiques. Une comparaison Espagne/Allemagne », *Revue internationale de politique comparée*, 4 (3), 1997, p. 699-732 ; et pour une approche justifiant le scepticisme à la française, Michel Dobry, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependance », *Revue française de science politique*, 50 (4-5), août-octobre 2000, p. 585-614.

Affaires étrangères et des circuits de l'OTAN ont joué. Elles ont été, lors du processus de consolidation, remplacées par les procédures d'intégration européenne. Cependant, bizarrement, dans ce pays, la cohorte des organisations non-gouvernementales, appelées plus tard à jouer un si grand rôle, est quasi-absente. Au total, la trajectoire du Portugal pousse Ph. C. Schmitter à l'optimisme sur le devenir des démocraties dans le monde : « Si les Portugais ont pu atteindre le havre de la démocratie consolidée après avoir suivi une trajectoire aussi bizarre, pourquoi d'autres ne le feraient-ils pas, à leur manière ? » (p. 315)

Enfin, Yohann Aucante propose une relecture d'une variable centrale de la macrosociologie historique comparative, celle du rôle du substrat agraire, appliqué à la trajectoire scandinave. Dans cette perspective, il se donne pour objectif de relativiser « le travail ambitieux de Barrington Moore sur les origines sociales de la démocratie et des régimes autoritaires » (p. 318). Au terme d'une relecture comparée du processus d'émergence et de politisation de la paysannerie sur la longue durée historique, le résultat est assez probant. En effet, il montre que le facteur agraire peut être un élément d'explication dans le procès de démocratisation et que l'existence d'une population rurale importante ne semble pas hypothéquer la libéralisation des régimes politiques. Ainsi, les structures agraires et les rapports de classe différenciés, existant avant 1800 en Scandinavie, sont dépassés par le jeu combiné de relais culturels (rôle de la religion) et politique (rôle de l'alignement partisan) du changement sociétal. Même si le processus n'est pas linéaire entre les différents pays scandinaves, de fortes interdépendances régionales jouent en matière de trajectoires démocratiques. Pour finir, Christian Popescu reprend la distinction analytique avancée par Guy Hermet entre « les survivants de l'appareil communiste » et les « démocrates solitaires », pour relativiser la vision hâtive selon laquelle ce serait les héritiers de Ceausescu qui conduiraient la démocratisation en Roumanie. À partir d'une étude comparée des comportements politiques dans les pays de l'ex-bloc soviétique, Ch. Popescu montre que la situation de la Roumanie n'est pas très différente. Toutefois, si les Roumains se déclarent majoritairement favorables à la démocratie dans leurs propos publics, « la situation change du tout au tout dès que l'on tente d'approcher leurs représentations mentales » (p. 365). En raison des avatars de la démocratisation, ces représentations sont ancrées dans la construction de la réalité effectuée avant 1989 par le régime communiste. La voie de la démocratisation en Roumanie oscille entre la peur du changement et le désir du changement, d'où un sentiment de perpétuation de la crise politique.

À l'arrivée, ces *Mélanges*, par la vision actuelle qu'ils offrent de la connaissance toujours cumulative des univers de la démocratie dans le monde, constituent certainement le meilleur hommage qui soit. Loin d'opposer, comme certains se plaisent trop facilement à le faire, les « vieilles démocraties » aux « jeunes démocraties », plusieurs générations de comparatistes se confondent dans l'écriture de cette recherche sur la démocratie. La lecture critique de cet ouvrage m'amène à revenir sur la trajectoire personnelle de Guy Hermet, en osant la comparaison avec l'itinéraire des découvreurs du continent américain. Certains la trouveront « olé olé », Espagne oblige, mais elle est avant tout sincère. Son parcours de recherche part de l'Espagne, au moment même où cette dernière rencontre un véritable processus de « vertébration » démocratique, pour se poursuivre dans les pays où la démocratie reste encore un horizon incertain. Loin de surfer sur les vagues déferlantes de la « transitologie », G. Hermet est parti à la découverte, en Amérique latine tout d'abord et en Europe de l'Est par la suite, des terrains où l'on a trop vite pensé que la démocratie s'était « mal » développée. Ce détour par le nouveau monde des univers de la démocratie s'est toujours inscrit hors des sentiers battus où le développement politique ambiant l'insérait. G. Hermet nous aide ainsi à comprendre, n'en déplaise « aux amis excessifs de la démocratie », comment celle-ci ne se gouverne pas seulement *par* le peuple, *pour* le peuple, mais aussi *avec* les formes que prend le peuple.

William GENIEYS
CEPEL, Université de Montpellier